



BRÈVES MACROÉCONOMIQUES

D'AFRIQUE AUSTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PRETORIA

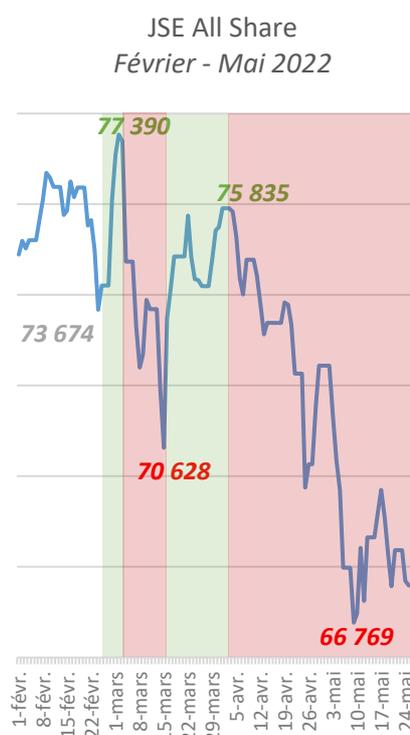
Semaines 21 – 20 au 27 mai 2021

Au programme cette semaine :

- **Afrique australe :** La BAFD révisé ses prévisions de croissance
- **Afrique du Sud :** S&P Global rehausse la perspective de sa notation souveraine
- **Angola :** Les subventions aux carburants ont coûté 2,2 Mds USD à l'Etat en 2021
- **Mozambique :** La reprise s'affirme au premier trimestre 2022
- **Zimbabwe :** L'inflation continue de progresser au mois de mai

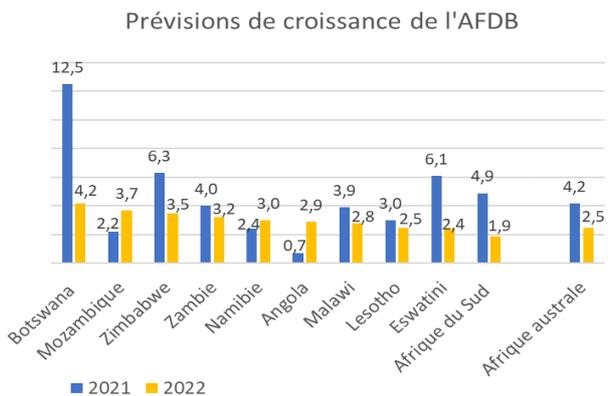
Zoom sur... le JSE depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine

Depuis le début du mois de février, l'indice *All Share* de la *Johannesburg Stock Exchange (JSE)* a reculé de près de 10% – une baisse équivalente a frappé les places européennes (FW-DAX, CAC 40 et Euronext) et asiatiques (Shenzen, Shanghai). Cette évolution s'explique principalement par le contexte géopolitique en Europe (lancement de l'opération armée russe contre l'Ukraine le 24 février), mais aussi par la chute des valeurs technologiques et par les difficultés de la Chine dans sa gestion de la Covid-19. A la JSE, la baisse a été particulièrement marquée pour le secteur manufacturier (l'indice *Industrial 25*, qui regroupe les 25 plus grandes capitalisations du secteur a ainsi perdu 22% sur la période) et financier (*Financial 10* : -15,5%). Malgré le niveau très élevé du prix des matières premières, les valeurs du secteur minier (indice *Ressource 10*) sont aussi orientées à la baisse (-4,2%). A noter que, sur la période, l'indice de référence s'est montré particulièrement volatil, enregistrant des phases successives de chute brutale (entre début et mi-mars : -9%) et des rebonds importants (mi-mars à début avril : +7,5%). Toutefois, ce recul intervient après une progression record de l'indice *All Share* en 2021 (+27%) – il reste donc significativement supérieur au niveau enregistré avant le déclenchement de la pandémie (+29% comparativement au niveau de début mars 2020).



Afrique australe

La Banque Africaine de Développement révisé ses prévisions de croissance (BAfD) de ses



Dans le cadre de ses Assemblées Annuelles, qui se tenaient à Accra, la Banque Africaine de Développement (BAfD) a révisé ses prévisions de croissance pour 2022. Comme le FMI et la Banque Mondiale il y a quelques semaines, le BAfD anticipe un ralentissement de la croissance dans la zone, de 4,2% en 2021 (moyenne pondérée) à 2,5% en 2022, loin de la moyenne pour l'Afrique sub-saharienne (+4,1%). Les prévisions précédentes de la BAfD (mars 2021) tablaient sur une croissance quasi-équivalente pour la sous-région de 2,4%. La croissance devrait ainsi être plus importante que préalablement estimée dans cinq économies (notamment au Botswana - +2,6 points à +4,2% ; en Zambie +2,5 points à 3,2% et en Afrique du Sud - +0,5 point à 1,9%). A l'inverse, elle sera moins forte dans les cinq autres pays (en Angola - -3,3 points à 2,9%, au Zimbabwe - -2 points à 3,5% et au Malawi - -1,7 point à 2,8%).

Afrique du Sud

S&P rehausse la perspective de sa notation souveraine (National Treasury)

Le 20 mai, l'agence S&P a relevé la perspective de sa notation souveraine de stable à positive – maintenant la notation à BB-, soit trois crans en deçà de la catégorie investissement. Cette annonce intervient après que les agences *Fitch* et *Moody's* aient toutes deux prises des décisions similaires en décembre 2021 et avril 2022 (mais de négative à stable). L'agence de notation justifie sa décision en indiquant qu'elle anticipe un nouvel excédent courant en 2022, pour la troisième année consécutive, grâce au niveau des cours des matières premières exportées par le pays. S&P mentionne également les efforts de consolidation budgétaire réalisés par le gouvernement (avec l'objectif de réduire le déficit public à moins de 5% du PIB d'ici 2025) et la mise en œuvre de plusieurs réformes clef (libéralisation partielle de la production d'électricité et celle annoncée du transport de fret notamment). L'agence rappelle, toutefois, que de nombreuses contraintes domestiques vont continuer de peser sur la croissance de long terme (estimée à 1,7%). Dans un communiqué, le gouvernement a accueilli favorablement cette décision.

Le Trésor alerte sur la situation financière préoccupante des municipalités (Business Day)

Le 25 mai, dans une déclaration au Parlement, le Directeur général du Trésor sud-africain, M. Dondo Mogajane, a évoqué la situation financière particulièrement préoccupante des municipalités. Sur les près de 300 municipalités sud-africaines, près de 170 seraient en situation dite de « détresse financière » et plus de 40 ne sont en plus en capacité de fournir les services publics de base qui sont leur champ de compétence (approvisionnement en eau et électricité, transports publics, développement des infrastructures locales, etc.). Selon les critères établis dans la Constitution, les 40 municipalités aux performances les plus mauvaises pourraient donc être placées sous la gestion directe du gouvernement. Selon M. Mogajane, cette situation s'explique à la fois par des dysfonctionnements dans la gestion (manque de compétences), mais également par un problème majeur de gouvernance (corruption instabilité des coalitions au pouvoir, etc.). Cette

situation affecte l'ensemble des acteurs économiques et *in fine* l'activité : la dégradation des services publics et la vétusté des infrastructures entravent notamment le développement du secteur privé. A titre d'exemple, les impayés des municipalités envers l'électricien public Eskom s'élevaient à 41 Mds ZAR (3 Mds EUR) à la fin septembre 2021, représentant plus de 10% du total de l'endettement du groupe.

La banque centrale publie sa revue semestrielle sur la stabilité du système financier (SARB)

Le 25 mai, la banque centrale (*South African Reserve Bank – SARB*) a publié son rapport sur la stabilité du système financier. Au second semestre 2021, les six banques commerciales d'importance systémique continuent de disposer d'un niveau de liquidité et de fonds propres (*capital buffer*) confortable. Le niveau de rentabilité de ces banques s'est aussi amélioré et le taux de prêts non performants a reculé. Par ailleurs, depuis le début de l'année, le système financier sud-africain s'est montré particulièrement résilient, malgré la volatilité des marchés internationaux provoquée par l'invasion de l'Ukraine. Plusieurs vulnérabilités sont toutefois rappelées, notamment la possible inscription de l'Afrique du Sud sur la liste grise du Groupe d'Action Financière Internationale lors de sa prochaine assemblée plénière (octobre 2022) et, en lien avec le contexte international, une dégradation des finances publiques et un épisode possible de stagflation, qui pourrait peser sur la santé financière des banques. Enfin, la SARB a présenté, dans le rapport, la mise en place d'un nouveau modèle de résolution bancaire, prévoyant notamment la création d'une société d'assurance des dépôts bancaires, qui remplacera le système actuel de garantie. Cette dernière couvrira les dépôts jusqu'à 100 000 ZAR (5 920 EUR) contre 50 000 ZAR actuellement et permettra un versement plus rapide des fonds en cas de faillite bancaire. Ce nouveau système devrait ainsi permettre à la SARB de s'aligner avec les meilleures pratiques internationales en la matière.

Angola

Les subventions aux carburants ont coûté 2,2 Mds USD à l'Etat en 2021 (IGAPE)

Selon un rapport de l'IGAPE (agence des participations de l'Etat et des privatisations), l'Etat angolais aurait dépensé 1 200 Mds AOA (2,2 Mds USD) en subventions aux carburants en 2021. Selon les données du rapport retraitées par l'hebdomadaire économique *Expansao*, le coût de production par litre d'essence atteindrait 355,93 AOA pour un prix à la pompe de seulement 160 AOA, d'où une subvention implicite de près de 55%. L'Angola serait le septième pays le moins cher au monde pour le prix de l'essence et le premier de la SADC, avec un prix plus de trois fois moins élevé qu'en Afrique du Sud et jusque 3,6 fois moins élevé qu'en Zambie -- suscitant un important phénomène de contrebande. La suppression progressive de ces subventions (qui seront remplacées par des aides directes aux ménages les plus pauvres), a été annoncée à plusieurs reprises par le gouvernement mais toujours repoussée.

Le think tank indépendant CEIC présente ses prévisions de croissance économique (CEIC)

Le CEIC (Centre d'Etudes et de Recherches Scientifique) de l'Université catholique d'Angola a présenté ses prévisions de croissance économique pour 2022. Le think tank est d'abord revenu sur les performances de l'économie ces sept dernières années (2015-2021), période pendant laquelle le PIB s'est contracté, en moyenne, de 1,3% par an – seuls les secteurs de l'eau et l'électricité, de l'industrie manufacturière et de l'agriculture enregistrant une hausse notable de leur activité (entre +7% et +3,7%) sur ces années. S'agissant de 2022, après un rebond modéré en 2021 (+0,7%), la croissance devrait accélérer à +2,4% – puis à moyen terme pour atteindre près de 4% à l'horizon 2025 – portée notamment par une augmentation de la production pétrolière. Les chercheurs du CEIC ont toutefois mis en avant l'extrême

dépendance de ces prévisions à l'évolution des cours.

Mozambique

La reprise s'affirme au premier trimestre 2022 (INE)

Selon les données préliminaires de l'organisme national de statistiques, le PIB a progressé de 4,1% au premier trimestre 2022, comparativement à la même période l'an passé, après +3,6% au trimestre précédent. La croissance accélère donc pour le cinquième trimestre consécutif. L'activité a progressé dans tous les secteurs, en particulier l'agriculture et la pêche (+4% pour un secteur représentant près de 25% du PIB), les transports et les télécommunications (+7,4% pour près de 10%) et les industries extractives (+8,6% pour 5% du PIB). Après +2,2% en 2021, les prévisions du FMI tablent sur une croissance de 3,8% en 2022 et 5% en 2023 selon les dernières prévisions – en lien avec la mise en exploitation des premiers champs gaziers dans le Nord du pays.

Zimbabwe

L'inflation continue de progresser au mois de mai (RBZ)

Selon la banque centrale (*Reserve Bank of Zimbabwe - RBZ*), le taux d'inflation sur un an a atteint 132% au mois de mai, après 96% en avril. Il s'agit ainsi du neuvième mois consécutif de progression de l'indicateur, qui passe au-dessus de la barre des 100% pour la première fois depuis le mois de juin 2021. Les postes qui ont le plus contribué à la hausse des prix sont les denrées alimentaires (+155%) et les transports (+147%). Ces nouvelles données confirment donc le dérapage de la monnaie et des prix observé depuis la mi-avril. Le Président Mnangagwa et le ministre des Finances, Mthuli Ncube étaient cette semaine en Suisse pour le forum de Davos. Ils ont à cette occasion tenté de rassurer les investisseurs internationaux. Par ailleurs, le 23 mai, la Banque Africaine de Développement a annoncé qu'elle allait apporter une assistance technique au pays pour élaborer et mettre en œuvre un plan crédible d'apurement des arriérés de paiement externe – qui atteignaient plus de 8 Mds USD fin 2021, dont 720 MUSD pour la banque multilatérale de développement.

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change au	Evolution des taux de change (%)			
	26/05/2022	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	15,74 ZAR	1,2%	-0,4%	-12,4%	1,2%
Angola	415,9 AOA	-2,0%	-3,8%	53,2%	31,2%
Botswana	12,0 BWP	0,6%	-2,7%	-12,1%	-3,0%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	-4,8%	0,0%
Zambie	17,2 ZMW	-0,9%	-1,6%	31,0%	-3,0%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2022)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international